



Département de la
Seine-Maritime

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217604479-20180531-M_DE180528_104-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/05/2018

Publication : 31/05/2018

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation



Arrondissement du
HAVRE

D.2018.05/104

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 28 mai 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	22
Nombre de Pouvoirs	6
Nombre de Votants	28

Extrait de la délibération affiché le **31 mai 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **28 mai** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 mai, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir de 18h50), Gérard **DELAHAYS**, Sophie **CAPELLE**, Juliette **LOZACH**, Liliane **HIPPERT**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Gilles **BELLIÈRE**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Gilbert **FOURNIER** donne pouvoir à Daniel FIDELIN
Virginie **LAMBERT** donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Alexandre MORA
Jean-Pierre **QUEMION** donne pouvoir à Dominique THINNES
Franck **DORAY** donne pouvoir à Laurent GILLE
Nada **AFIOUNI** donne pouvoir à Jérôme DUBOST

Absents

Marie-Christine **BASSET**
Karine **LOUISET**
Stéphanie **ONFROY**
Frédéric **LE CAM**
Gilles **LEBRETON**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 28 mai 2018

2018.05/104

URBANISME – SARL L.A. IMMO – IMPASSE DES GRIVES – OBJECTIFS ET MODALITES DE LA CONCERTATION PREALABLE

Mr Daniel FIDELIN, Maire - Le Conseil Municipal a délibéré le 23 juin 2014 afin que les projets concourants à créer 10 logements et plus ou à créer plus de 200m² de locaux d'activités en dehors des zones d'activités soient soumis à concertation préalable, conformément à l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme modifiées par l'article 170 de la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (publiée au Journal Officiel du 26/03/2014). Cet article de la loi ALUR a introduit la possibilité de mise en place d'une concertation préalable avant le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme aux projets publics ou privés soumis à permis de construire ou à permis d'aménager.

Le but recherché est de développer la concertation et la participation du public dans les décisions relatives à l'urbanisme et de **diminuer le risque de contentieux** en aval. Ainsi, le maître d'ouvrage **pourrait** adapter son projet en fonction des observations et propositions formulées par le public avant le dépôt du permis. Permettre au public de formuler ses observations ou propositions avant le dépôt d'un permis de construire ou d'aménager contribue à améliorer la qualité du projet et donc à renforcer leur acceptabilité.

Le 17 avril 2018, les services municipaux ont été informés par la société SARL L.A. IMMO représentée par Jean AMOYAL (Architecte) d'un projet de permis d'aménager de 10 lots à bâtir, constituant une opération concourant à créer, à terme, 10 logements sur un terrain sis impasse des Grives. La société SARL L.A. IMMO représentée par Jean AMOYAL (Architecte) nous demande donc d'organiser la concertation préalable.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L. 300-2, R. 300-1 et R. 431-16 ;

VU le Décret n° 2015-1782 du 28 décembre 2015 modifiant diverses dispositions de la partie réglementaire du code de l'urbanisme ;

VU la délibération du Conseil Municipal de Montivilliers du 23 juin 2014 définissant les projets soumis à concertation préalable ;

VU la demande de la société SARL L.A. IMMO représentée par Jean AMOYAL (Architecte) reçue en mairie le 17 avril 2018 ;

Sa commission municipale n°3, Urbanisme, Habitat, Développement Economique réunie le 9 mai 2018 ayant donné **un avis favorable** ;

VU le rapport de M. le Maire ;

Après en avoir délibéré,

- **Décide l'organisation de la concertation relative au projet préalable au dépôt de la demande de permis d'aménager conformément à l'article L. 300-2 du Code de l'Urbanisme ;**

- **Approuve les objectifs poursuivis de la concertation dans le cadre du projet immobilier de la société SARL L.A. IMMO sur le terrain sis impasse des Grives, à savoir :**
 - > De communiquer, et d'informer les riverains sur ce projet avant le dépôt du permis d'aménager ;
 - > D'inciter un échange entre le maître d'ouvrage et les riverains du projet sur la meilleure façon de limiter les nuisances éventuellement occasionnables du projet pour le voisinage avant le dépôt du permis.
- **Approuve les modalités de cette concertation :**
 - > Le dossier de présentation du projet conforme à l'article L. 300-2 du Code de l'Urbanisme transmis par le maître d'ouvrage sera mis à disposition du public pour consultation aux horaires d'ouverture du service urbanisme de Montivilliers en Mairie Place François Mitterrand du 25 juin 2018 au 09 juillet 2018 inclus ;
 - > Un avis sera publié sur le site internet de la ville de Montivilliers, sur affiche à l'entrée de la Mairie et sur les lieux du projet (à réaliser par le maître d'ouvrage).
- Dit que les observations du public pourront être consignées :
 - > Dans un registre destiné aux observations ou propositions de toute personne intéressée sera mis à la disposition du public pendant la concertation soit jusqu'au 09 juillet 2018 inclus, en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture du service Urbanisme de Montivilliers ;
 - > Par courrier durant la période de mise à disposition, à l'adresse suivante – Hôtel de Ville – Service Urbanisme – Place François Mitterrand – B.P. 48 - 76290 MONTIVILLIERS.
- Dit que le bilan de la concertation sera établi par le maire et transmis à la société SARL L.A. IMMO dans un délai maximum de vingt et un jours à compter de la date de clôture de la concertation ;
- Dit qu'en application de l'article R. 300-1 du Code de l'Urbanisme, le maître d'ouvrage devra expliquer comment il a pris en compte les observations et propositions ressortant du bilan ;
- Dit que conformément à l'article R. 431-16 du code de l'Urbanisme, le maître d'ouvrage devra joindre au permis d'aménager, le bilan de la concertation et le document établi par le maître d'ouvrage pour expliquer les conséquences qu'il a tirées de ce bilan ;
- Dit que le projet pourra être modifié pour tenir compte des observations ou propositions du public mais devra rester sans discordance manifeste avec le projet initial soumis à concertation.

ADOPTÉE A LA MAJORITE par le Conseil Municipal.

Pour : 27

Contre : 1 (Aurélien LECACHEUR)

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire




